



La visite que le vice-président du gouvernement andalou et responsable de la politique régionale de la Gauche Unie (Izquierda Unida, IU), Diego Valderas, compte effectuer aux camps de Tindouf fait encore polémique en Andalousie.

Le gouvernement andalou que préside le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) s'oppose énergiquement à la visite de Valderas au nom du gouvernement régional d'Andalousie et de l'Etat espagnol.

Le porte-parole du Groupe socialiste au Parlement andalou, Mario Jiménez, a affirmé à ce propos que Diego Valderas s'entête à se rendre dans les camps de Tindouf au premier trimestre de cette année. Mais, selon lui, il ne doit pas prendre cette initiative en sa qualité de membre du gouvernement andalou mais en tant que représentant de IU.

Selon les médias espagnols, ce dernier serait déterminé à visiter les camps de Tindouf alors que le PSOE d'Andalousie n'a manifesté aucune réticence à ce propos. Une assertion que la déclaration du porte-parole du Groupe socialiste a démentie mercredi.

«De notre point de vue, cette décision de Valderas est à l'antipode des intérêts de l'Andalousie parce que les relations économiques de celle-ci avec le Maroc sont importantes», a souligné le dirigeant socialiste.

Il a affirmé également que les intérêts de l'Etat espagnol et ceux de l'Andalousie sont indissociables : «Quand un membre du gouvernement autonome effectue une visite à l'étranger, il représente l'Etat», et l'Andalousie est dans l'obligation de défendre la même position politique que le gouvernement central.

Les provocations des responsables politiques espagnols acquis aux thèses des séparatistes à des fins politiciennes et parfois électoralistes gênent au plus haut point le gouvernement espagnol.

Ainsi, Maria Dolores del Cospedal, du Parti populaire qui dirige le gouvernement espagnol actuel, avait vivement critiqué, en octobre dernier, la visite que Rosa Valdeón, maire de Zamora, avait effectuée à Laâyoune en compagnie d'une délégation composée de membres favorables aux thèses du Polisario.

La dirigeante du PP a dénoncé cette initiative en défendant l'idée selon laquelle ce genre de visites devait se faire en respectant les voies diplomatiques afin d'éviter tout conflit avec le Maroc.